

GRAND NORD

Des enjeux climatiques aux enjeux économiques et stratégiques

Jacques Le Dauphin, directeur de l'Institut de documentation
et de recherches sur la paix

Durant des siècles le Grand Nord, quasiment inhabité, peu exploré, représentait une tâche blanche dans les manuels de géographie. Espace longtemps délaissé, perçu comme enfermé dans ses glaces éternelles, il suscite aujourd'hui un intérêt nouveau. Déjà au début des années 90, dans un ouvrage (1), l'Amiral Besnault élabore le concept « d'Arcticité ». La renommée de l'auteur, tant au niveau de l'enseignement supérieur militaire qu'à celui de ses études stratégiques fit que cet ouvrage rencontra un grand intérêt. Le Grand Nord n'était plus une exception et se trouvait arrimé au reste de la planète. Près de quinze ans après, le concept d' »Arcticité » élaboré appelle sans nul doute adaptation sinon révision sur nombre d'aspects. Le sommet du monde est devenu brusquement un espace nouveau. L'accélération brutale de la fonte des glaciers et de la banquise se traduit par la perte d'un million de kilomètres carrés de glaciation, ce qui constitue une chute extrême. C'est un indice du réchauffement climatique de la planète. Est souvent évoqué le Rapport 2007 du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat. Il souligne que le réchauffement de la planète, dû en grande partie à l'activité humaine, aura de nombreuses conséquences sur toute la région Arctique, à savoir les peuples autochtones, comme les Inuits et pour la faune, comme en particulier les ours blancs, dont les 2/3 risquent de disparaître d'ici à 2050, les poissons, les baleines, les phoques... Cela se traduirait par des conséquences extrêmement graves sur l'écosystème et les conditions de vie de tous les continents. Est évoqué notamment à ce sujet la fonte des glaciers du Groenland, puisant de l'eau douce, pour un milliard de kilomètres cubes transitant vers l'océan, changeant la salinité, la température. Il y a de quoi disent certains, à démolir le Gulf Stream avec les conséquences qui en résulteraient. Cette situation recèle de graves menaces pour la planète. Cependant sans être niées elles sont souvent occultées au profit des champs d'interventions économiques et stratégiques ouverts par cette situation.

L'Arctique nouvel eldorado et pomme de discorde

Le rétrécissement des banquises du Grand Nord fait apparaître de nouveaux fonds marins, de nouvelles îles, et des passages maritimes inédits. Ces nouvelles routes navigables sont importantes, car elles permettraient de relier l'Europe à l'Asie, ce qui

représenterait un gain de 8000 kilomètres par rapport aux passages classiques par le canal de Suez. 10 à 15% du trafic maritime y transiteraient.

Cette perspective de raccourcissement des routes maritimes se heurte à nombre de difficultés, touchant le statut des eaux et des rivages concernés, ainsi que leur attribution conformément au droit national et de la mer. Ottawa considère cette route comme faisant partie de ses eaux territoriales tandis que Washington, l'Union européenne, le Japon et la Chine revendiquent un statut international libre de tout droit de passage. Toutes les marines du monde civiles, militaires vont vouloir les emprunter. Le rétrécissement des banquises du Grand nord ouvre aussi l'accès à de nouveaux fonds marins, à de nouvelles ressources naturelles, lesquelles retiennent l'attention de nombreux pays. Qu'on en juge, les 1,2 millions de kilomètres carrés de fonds marins dégagés contiennent des réserves gigantesques de pétrole et de gaz, de même que d'importants gisements, d'or, d'étain, de nickel, de manganèse, de plomb, de platine et d'autres minerais rares. Selon une étude de « l'US Geological Survey » se trouveraient le quart des ressources « conventionnelles » d'hydrocarbures restants encore à découvrir, soit 8,3 milliards de barils de pétrole (deux années et demi de consommation mondiale actuelle) et de 44 trillions de M³ de gaz, soit à peu près trois siècles des exportations annuelles de Gazprom vers l'Europe. C'est pourquoi une course de vitesse est engagée pour le contrôle et l'exploitation de telles ressources. Les Etats riverains tentent de disséquer « la couronne de neige » de la planète, chacun à sa main. Naturellement les uns et les autres sont prêts à partager, mais de manière à accaparer la plus grande partie possible du Sésame minéral sous-marin qu'est le plateau continental. Le processus de délimitation des frontières maritimes est en cours. Cette ruée vers le toit du monde conduit à des rivalités entre Etats. Ainsi l'Arctique dans sa nouvelle configuration devient une préoccupation stratégique majeure pour Washington, Moscou, Ottawa, Oslo, Copenhague

Comme le soulignent R. Labévrière et François Thal dans leur livre « la bataille du Grand Nord a commencé »(2). Les litiges de propriété sont multiples concernant tout particulièrement la « dorsale Lomonov », chaîne de montagnes marines, potentiellement riche en hydrocarbure. Elle est revendiquée par la Russie qui la considère dans sa plus grande partie comme une extension de la Sibérie. L'Arctique représente d'énormes enjeux pour la Russie (3) : 40% de l'ensemble du territoire au dessus du cercle polaire se trouvent sur son territoire ; 95% de son gaz, 75% de son platine, 98% de son nickel et de son cobalt et 60% de ses réserves de cuivre. Ainsi l'Arctique est en mesure de fournir à la Russie des revenus substantiels pendant des décennies, constituant un des moteurs de son développement ; d'où de sa part une attention aigüe. On se souviendra à ce sujet qu'une expédition russe avait symboliquement et de manière spectaculaire planté un drapeau national à plus de 400 mètres sous le pôle. De son côté le Danemark affirme que cette dorsale est une extension du Groenland, territoire danois autonome. En août 2007 une expédition danoise a passé au crible les fonds marins pour justifier leur revendication. Le Canada revendique aussi sa part de sous-sols marins. Les Etats-Unis s'intéressent eux-aussi au problème à partir de l'Alaska. La Norvège affirme avec vigueur sa

composante Arctique... Ces revendications controversées créent naturellement une situation conflictuelle, un véritable bras de fer.

Un bras de fer armé

Ce bras de fer est lourd de dangers, dans la mesure où se développent des moyens militaires pour appuyer les diverses positions. Depuis le début de l'année 2009, les Etats-Unis ont indiqué à maintes reprises, leur intention d'établir leur revendication territoriale et d'étendre à cet effet leur présence militaire dans le Grand Nord, à savoir le cercle polaire et les eaux qui s'y relient, la mer de Barents et de Norvège. Ainsi des exercices militaires en conditions extrêmes sous la banquise se poursuivent, avec des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et sous-marins d'attaque, des radars perfectionnés de longue portée. Washington a émis une directive présidentielle de sécurité qui indique « Les Etats-Unis ont des intérêts de sécurité nationale fondamentaux dans la région de l'Arctique et sont disposés à agir, individuellement ou en conjonction avec d'autres Etats pour protéger ces intérêts ». Compte-tenu du leadership américain sur l'Alliance atlantique on ne s'étonnera pas du soutien accordé par, l'OTAN laquelle a tenu, dans la capitale de l'Islande une conférence intitulée « Perspectives en matière de sécurité dans le Grand Nord » à laquelle assistaient les plus hauts commandants militaires de l'Alliance. Cette conférence invita tous les pays membres, individuellement ou collectivement à accroître leurs capacités de combat dans le Grand Nord. Des mesures significatives ont déjà été prises au niveau de plusieurs Etats. Ainsi le Danemark a créé une « Task Force » dédiée à l'Arctique, principalement au Groenland et dans les îles Féroé. Le parlement danois a approuvé la création d'une force d'action rapide, le renforcement des patrouilles maritimes, la création d'un « commandement Arctique ». On ajoutera que les forces armées danoises disposent aussi d'une unité de reconnaissance opérant avec des traineaux basés au Groenland. Concernant la Suède, l'incorporation du pays à l'OTAN, malgré une forte opposition dans le pays, est préparée de façon méthodique depuis plusieurs années. Le ministre de la défense Sten Tolgfors a annoncé « La plus grande restructuration des forces armées de la Suède de l'ère moderne ». La Finlande elle aussi a décidé d'intégrer l'OTAN. On notera que ce pays a une frontière de 1300 kilomètres avec la Russie. Des pilotes de l'armée de l'air des Etats-Unis se sont rendus sur place pour entraîner des pilotes finlandais dans la procédure du ravitaillement en vol comme on en utilise dans les missions et opérations militaires à long cours. Des exercices avec la participation de Hornet F18 de la marine et d'un Stratotanker KC135 ont montré la possibilité d'un déploiement à l'extérieur de la Finlande pour soutenir les forces de l'OTAN. Quand à elle la Norvège a annoncé le déplacement de son quartier général de son commandement opérationnel du sud du pays, dans le nord de l'Arctique. C'est le premier pays à déplacer son commandement militaire dans l'Arctique. Le Parlement a affecté des crédits importants à la modernisation pour son action dans l'Arctique. Le Canada lui aussi déploie de nouvelles structures militaires dans l'Arctique et dit haut et fort tout l'intérêt de son espace qu'il veut protéger. Le premier ministre canadien a annoncé la commande de huit frégates militaires pour patrouiller sur la frontière arctique.

La marine et l'armée de l'air allemande retournent dans le voisinage de Saint-Pétersbourg. Des avions allemands vont prendre en charge la patrouille balte de l'OTAN dans la mer Baltique. Bien que sommaire le bilan est en lui-même significatif. Ce descriptif a bénéficié des études intéressantes, celles de Rick Roaff (juillet 2009) et celle de Patrick Simon (juin 2009).

A cette restructuration de chaque pays il convient d'ajouter les initiatives multilatérales. On a assisté à des manœuvres militaires »Loyal Arrodeu2009 »en vue d'une force d'action rapide de l'OTAN, qui eurent lieu en Suède et auxquelles participaient Etats-Unis, Allemagne, Italie, Norvège, Danemark, Pologne, Portugal, Turquie, Finlande, Suède. Ce fut un grand exercice, un véritable pied de guerre dans la Laponie suédoise :2000 soldats, un porte-avions,5 chasseurs dont le F15 Eagle de l'armée américaine basé en Alaska. A ces manœuvres on ajoutera les exercices de guerre »Joint Warrior »de l'OTAN près des côtes de l'Ecosse dans la mer du Nord reliée à la mer de Norvège, limitrophe à l'océan Arctique, l'opération »Norther Edge »menée par les Etats-Unis en Alaska, les patrouilles aériennes au dessus de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, à cinq minutes de vol de Saint-Pétersbourg. Ainsi on peut considérer que l'OTAN a établi une puissance armée dans le Grand Nord.

Les réactions russes

La Russie considère, non sans raisons, qu'un tel déploiement ne peut qu'être dirigé contre elle. En effet elle ne voit pas quel autre adversaire serait concerné. Elle y voit une menace pour ses intérêts dans l'Arctique,une menace pour sa sécurité. Un document du conseil de sécurité russe stipule »la nécessité de créer dans la zone Arctique un contingent de forces de destination générale,de troupes,ainsi que de formations armées et d'organes capables de garantir la sécurité militaire dans toutes les conditions,quelque soit la situation politique ou la situation militaire ».On notera que dans ce document la Russie définit l'Otan comme son principal ennemi. Le document préconise aussi la création d'un « système efficace de gardes-côtes du service fédéral de sécurité dans la zone Arctique »Ainsi Poutine remilitarise le front polaire, investit dans les ports en eau profonde et notamment celui de Mourmansk, avec la volonté de créer un pont de l'Arctique entre Mourmansk et la baie d'Hudson au Canada Le ministre russe de la défense, coordonne le déploiement des forces aériennes de la station de Barneo dans l'Arctique. Tous les matériaux nécessaire à la démarcation de la zone Arctique russe, fondées sur le droit international devraient être rassemblés d'ici 2020.Autre dit la Russie entend prouver que la dorsale « Lomonosov »fait partie du plateau continental russe et donc du territoire russe et qu'elle est prête à défendre cette option militairement si nécessaire. Dans le même temps la Russie dénonce l'offensive de l'OTAN, organisation qui selon elle, n'a pas sa place dans l'Arctique. Dmitri Rogozine ambassadeur russe auprès de l'OTAN a pu déclarer dans une conférence de presse « L'engagement de l'OTAN dans les règlements en Arctique doit être interprété tout simplement comme la volonté d'utiliser l'Alliance en tant qu'instrument dans la lutte pour les ressources ».

Nouvelle guerre froide ?

Alors une nouvelle guerre froide se dessine-t-elle avec comme centre de gravité l'Arctique ? Pour le moins la tension est réelle, et se durcit. Va-t-on vers une nouvelle course aux armements, dans laquelle l'OTAN contribuerait pour une large part ? Les pays riverains ont chacun leurs revendications spécifiques, parfois contradictoires, toutefois ils tendent à se réunir sous la bannière de l'OTAN vis-à-vis de la Russie. Serait-ce une nouvelle version de la stratégie du « refoulement » mise en œuvre en Europe de l'est ? Certes le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Newport fin 2014 a consacré, actualité oblige, une part importante de ses travaux à la crise ukrainienne et aux menaces de l'Etat islamiste, toutefois la lecture de la déclaration finale montre que le Grand Nord retient toute l'attention de l'Organisation, car elle exprime la volonté de préparer l'alliance atlantique aux défis du XXIème siècle, avec adaptation aux conflits modernes, et être en mesure de réagir au-delà de son périmètre d'origine. La tension est perceptible et source de dangers. Or il serait possible d'envisager une alternative à ce bras de fer armé pour régler les problèmes litigieux et au lieu et place de la course aux armements engagée, de développer des coopérations bilatérales.

La restructuration des forces militaires dans l'Arctique est certes d'ampleur, mais on notera qu'elle concerne, à quelques exceptions près, les pays riverains de l'Arctique. Or l'Organisation compte 28 membres. Sans s'opposer à cette intervention plusieurs pays restent dans une prudente réserve.

Quelle autre voie possible

N'y aurait-il pas une alternative possible à ce bras de fer armé pour résoudre les problèmes posés dans le Grand Nord ? Au lieu et place de la course aux armements engagée dans la région il serait possible de développer des coopérations bilatérales. Les pays arctiques peuvent eux-mêmes, pacifiquement, par la voie diplomatique, régler les divergences, sous l'autorité de l'ONU. Illusion ? Il convient de rappeler qu'il existe déjà des accords internationaux. En 1959, une douzaine de pays signaient le Traité sur l'Antarctique, lequel avait pour premier objectif, de faire en sorte que cette zone soit conçue exclusivement pour des fins pacifiques. Ce traité n'a jamais été violé à ce jour. Pourquoi ce qui a été possible en Antarctique ne serait-il pas possible en Arctique ? D'autant que l'on ne part pas de rien. Il existe déjà un code international établi par la Convention de Montégo Bay, rédigée en 1982 et entrée en vigueur à partir de 1996. Cette convention a précisé la notion de zone économique exclusive, ainsi que la définition du plateau continental. Les deux clauses seraient suffisantes pour aborder nombre de problèmes territoriaux. Cette convention est un puissant document de droit international, presque une constitution maritime, susceptible de régler tout ce qui peut se faire, à la surface de l'océan, au dessus de lui et sous-lui. Bien que signés par de nombreux Etats, tous ne l'ont pas ratifiés, notamment les Etats-Unis. Il reste qu'au regard de la situation aujourd'hui avec les divergences aiguës évoquées, on ne peut guère espérer, qu'un nouvel accord puisse

intervenir à courte échéance. Cependant le rapport de force militaire n'est pas susceptible de régler les problèmes, mais au contraire de les attiser davantage, sinon à conduire au conflit armé. Un changement de cap s'avère nécessaire.

Et la France ?

La France est aujourd'hui membre à part entière des structures militaires intégrées de l'OTAN. Elle est concernée de facto par les opérations menées. Pour celles de l'Arctique sans s'opposer ouvertement aux interventions elle n'a pas contribué de manière significative aux manœuvres militaires qui se sont déroulées. Néanmoins sa position exacte reste à cerner. Ces dernières années, Michel Rocard a été nommé ambassadeur de France, chargé des relations aux pôles arctique et antarctique. Sa connaissance de ces régions est indéniable. Conscient des enjeux, il a déclaré : « L'Arctique est une zone de non-droit où n'importe qui peut faire n'importe quoi. Elle est maintenant le sommet de tous les conflits planétaires ». Outre ce constat il a tenu à souligner que « la France offre une diplomatie de l'intérêt général ». La voie diplomatique est sans aucun doute la voie pour tenter de surmonter les problèmes inhérents au Grand Nord. Reste à la faire prévaloir dans le contexte actuel. Par ailleurs on se doit de souligner que si la diplomatie arctique est susceptible d'influer les tensions existantes elle n'offre pas d'alternative au réchauffement de la planète. En effet les projets projetés dans le Grand Nord sont susceptibles au contraire d'aggraver fortement les choses. Par exemple la GIEC dans un rapport propose de « renoncer à 80% des énergies fossiles qui sont sous nos pieds » ; rapport qui sera présenté à la Conférence internationale sur le climat. On peut se douter qu'un tel objectif sera difficile à réaliser. Mais à ce sujet que penser des forages des fonds marins envisagés en Arctique ? Ils s'inscrivent à contrario d'une telle recommandation. Comme le souligne fort justement Nicolas Hulot, envoyé spécial de François Hollande pour la protection de la planète : « l'enjeu se situe entre transition énergétique ou adaptation climatique ».

Enjeux stratégiques, économiques et Ecologistes apparaissent contradictoires dans le Grand Nord.

(1) Géostratégie de L'arctique par l'Amiral Besnault-Economica 1992e

(La bataille du Grand nord a commencé par Richard Labévit et François Thual-Perrin 2009

(2) essai : vision stratégique de 2004 par le général J.L.Sones et l'amiral P.E. G Gambastiani

(3) Marlène Laruelle : « Russia Arctic Strategie and the future the of the far North »